

mercredi, 8. Mars 2017



SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>M. Sellal reçoit le ministre français de l'Intérieur : Dialogue et concertation.....</i>	<i>2</i>
<i>M. Bouchouareb : « Doubler la valeur ajoutée du secteur minier »</i>	<i>2</i>
<i>Les conditions de la relance industrielle.....</i>	<i>3</i>
<i>Tourisme : 17 hôtels et stations thermales seront rénovés</i>	<i>3</i>
<i>Lancement fin 2017 du plus grand pôle logistique dans la commune d'Ouled Rahmoune</i>	<i>4</i>
<i>Un laboratoire national d'analyse des produits du miel en perspective.....</i>	<i>5</i>
Commerce	5
<i>Gomi diversifie ses activités</i>	<i>5</i>
Régions.....	6
<i>Grands projets de l'eau : La soif de réussir</i>	<i>6</i>
<i>Pari lancé à Batna pour l'exportation de la pomme locale d'ici deux ans</i>	<i>6</i>
<i>Réaménagement du square Port-Saïd à Alger: les travaux vont bon train</i>	<i>7</i>
<i>Sud-est: plus de 345 tonnes de poissons d'eau douce produits en 2016</i>	<i>8</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

M. Sellal reçoit le ministre français de l'Intérieur : Dialogue et concertation

Source : El Moudjahid

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu, hier, le ministre français de l'Intérieur, Bruno Le Roux, qui effectue une visite de travail en Algérie, dans le cadre des rencontres périodiques de concertation. L'entretien entre M. Sellal et M. Le Roux «a donné lieu à l'examen de l'état d'évolution des relations bilatérales, notamment la coopération sécuritaire, la lutte contre la criminalité transfrontalière et la circulation des biens et des personnes», a précisé la même source. Les deux parties ont, par ailleurs, procédé à un échange de vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, et celles ayant trait à l'évolution de la situation politique, sécuritaire et humanitaire dans l'ensemble de la sous-région, a ajouté la même source. À cet égard, les développements intervenus dans la gestion des conflits en cours dans les pays partageant des frontières avec l'Algérie ont été au centre de l'intérêt des deux responsables, a souligné la même source. L'accent a été mis sur la «nécessité, pour la communauté internationale, d'accompagner les efforts des parties concernées œuvrant à aboutir à un règlement rapide et pacifique des conflits par la consolidation des voies du dialogue et de la concertation politique». L'audience s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui.

M. Bouchouareb : « Doubler la valeur ajoutée du secteur minier »

Source : El Moudjahid

Pas moins de « 15 milliards de dollars US » en termes d'investissement seront injectés dans le secteur des mines pour la période 2016-2021. Des investissements d'envergure, qui engendreront « la création de d'environ 12.000 à 16.000 emplois directs et entre 30.000 et 40.000 indirects », c'est ce qu'a affirmé M. Abdesselam Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines, dans un entretien accordé à un quotidien de la presse nationale. Il précisera à l'occasion, que l'Algérie se lancera le mois courant, ou au maximum, au mois d'avril, dans la production du phosphate.

Lors de ces dernières sorties médiatiques le ministre avait annoncé à maintes reprises que « l'année 2017 allait être l'année des mines », surtout depuis que le Président de la République a remis ensemble le secteur des mines et celui de l'industrie qui, selon le ministre, était un « signal fort d'aller vers une industrie minière forte au service de l'industrie nationale ». Afin de mettre en avant la stratégie et la politique minières des pouvoirs publics dans la diversification économique pour pallier la baisse substantielle des prix des barils de pétrole ces dernières années, Abdesselam Bouchouareb soulignera que ledit secteur est en train de se mettre « progressivement dans la dynamique industrielle pour satisfaire les besoins du marché national en substances minérales ». Pour lui, très prochainement l'Algérie ne procédera point à l'importation de minéraux industriels qui seront produits dans les usines algériennes, ce qui est un point très positif et fort prometteur pour le secteur. De ce fait, l'objectif principal de cette politique minière réfléchi est incontestablement « d'assurer l'équilibre de notre balance commerciale en matière de produits miniers et de travailler à réduire les importations », lancera le ministre. Et d'ajouter que la même stratégie « participe graduellement et activement à l'accroissement des capacités d'exportation à travers un véritable programme de

réhabilitation et de modernisation de l'outil de production ». Pour Abdesselam Bouchouareb, le secteur des mines doit générer une plus grande plus-value, d'autant plus que le pays « dispose en abondance à la fois du minerai et du gaz, ce sont des atouts ». « L'exportation à l'état brut des minerais doit cesser. En 2017, nous projetons de doubler la valeur ajoutée créée par le secteur des mines. Les mines sont l'exemple-type du secteur qui s'inscrit par excellence dans la politique d'import-substitution et de promotion des exportations hors hydrocarbures...», a également affirmé le membre du gouvernement. L'industrie automobile figurant au premier rang de la politique industrielle nationale depuis 2014 et la concrétisation jusqu'à présent de trois projets (Renault, Hyundai et Volkswagen prochainement) en attendant quatre autres à l'étude, le ministre déclarera que les pouvoirs publics œuvrent à « construire une filière automobile intégrée », et non se contenter uniquement du « montage qui n'est pas viable à long terme, mais c'est une étape d'apprentissage et transitoire nécessaire », selon lui. Et de poursuivre que l'Algérie n'a pas « non plus vocation à devenir un centre de chaînes de montage sans valeur ajoutée localisée ».

Le ministre rappellera cependant l'importance du taux d'intégration dans l'industrie automobile, tout en soulignant que le Groupe Volkswagen et Renault Production Algérie ont bien voulu « céder la licence de production gratuitement en y ajoutant l'engagement de transporter via la compagnie nationale CNAN. Cela représente entre 700 et 1.000 euros/véhicule ». Pour les projets en discussion le ministre n'a rien voulu révéler « confidentialité oblige ». A propos des textes d'application du nouveau code des investissements, le premier responsable du secteur de l'industrie précisera que pour leur « majorité ils ont été approuvés en réunion du gouvernement et sont en phase de signature

pour publication ». Plus explicite, il dira qu'il s'agit « des projets de décrets exécutifs fixant les listes négatives, les seuils d'éligibilité et les modalités d'application des avantages aux différents types d'investissement... ».

Evoquant le secteur de la sidérurgie, notamment le redémarrage du complexe d'El-Hadjar, le membre du gouvernement précisera que « l'Etat n'intervient pas dans le financement ». Le budget n'est pas sollicité et le milliard de dollars est un plan d'investissement pluriannuel financé par un crédit bancaire remboursable avec, en première phase, un investissement de 600 millions USD. Selon le ministre, aujourd'hui, au niveau du complexe tout est « automatisé et se fait par commande avec une salle de contrôle ultramoderne dotée de logiciels nouveaux ». Et c'est avec satisfaction qu'il annoncera que « le Haut Fourneau a été rénové à hauteur de 80% ». Aussi, grâce à cet investissement porteur, l'Etat prévoit de doubler la capacité de production de l'usine de cet important complexe sidérurgique pour porter ses capacités de production de 1 million de tonnes, à 2,2 millions de tonnes par an à l'horizon 2020.

Les conditions de la relance industrielle

Source : El Moudjahid

C'est à partir d'Annaba, où s'est tenue la 20e tripartite, qu'a été réaffirmé le besoin impérieux de placer l'entreprise au cœur de la politique économique du gouvernement. La mise en œuvre depuis près d'une année du nouveau modèle de croissance, s'inscrit dans ce chapitre. Deux revendications ont émergé : en finir avec certaines pratiques bureaucratiques, décentraliser l'administration. Autrement dit, restituer, comme le revendique l'Ugta, à l'entreprise ses titres de noblesse, à son manager, aussi. La nouvelle politique industrielle sur le point d'entrer dans sa phase opérationnelle, va

marquer la fin du « tutorat » de l'Etat sur les entreprises publiques.

Les participants à la tripartite ont été unanimes à affirmer que ce redressement de l'industrie doit être placé sur une trajectoire inaltérable pour permettre au pays de rompre graduellement avec l'importation. S'ajoute l'impératif de favoriser l'éclosion d'une dynamique d'investisseurs innovants et de porteurs de projets ambitieux pour faciliter la ré-industrialisation de l'Algérie.

Présidant les travaux de cette réunion, le Premier ministre a préconisé aux investisseurs d'être sélectifs dans leurs choix, à savoir s'orienter vers des branches qui présentent un fort potentiel de développement et qui sont portées par le marché international.

En effet, l'objectif principal de la politique nationale du développement économique est à double plan : relever le taux de participation du secteur industriel dans l'économie nationale et de faire émerger des entreprises viables et productives capables de se hisser à la hauteur des exigences de qualité et de coût des marchés national et extérieur. Dans le plan d'action du gouvernement 2015-2019, est relevée la nécessité de parvenir à un taux de croissance considérable notamment dans le secteur de l'industrie. Le terrain de cette relance industrielle est balisé. Aux projets d'envergure dans l'automobile, avec tout récemment l'implantation de Volkswagen en Algérie, la sidérurgie, la pétrochimie, l'agroalimentaire, s'ajoutent le coup d'accélérateur de l'industrie militaire qui passera, en 2018, à l'exportation.

Dans cette optique, l'on précise que le nouveau modèle de croissance est, entre autres, fondé sur cette

diversification de l'économie, plus que jamais impérative.

La redynamisation des grands projets structurants permettront à coup sûr d'insuffler une nouvelle dynamique aux différentes branches industrielles et les PME tout en développant la sous-traitance.

L'autre mesure qui s'impose a trait aux facilitations à accorder aux entreprises pour accéder au foncier industriel. A ce sujet, un vaste programme de réalisation de 42 parcs industriels à travers 34 wilayas en vue de désengorger la pression exercée sur ce type de foncier qui sera mis en œuvre. Les travaux de réalisation de 31 de ces parcs seront lancés dès septembre prochain et devront être réceptionnés avant la fin de l'année.

Doté d'une enveloppe financière totale de 88 milliards de DA, ce programme de 42 parcs industriels devra être parachevé en 2017.

Tourisme : 17 hôtels et stations thermales seront rénovés

Source : El Moudjahid

Quelques 70 hôtels et stations thermales sont en cours de réalisation à travers le pays, a annoncé jeudi dernier M. Lazhar Bounafaâ, PDG du groupe « hôtellerie, tourisme et thermalisme », lors d'une visite de travail et d'inspection à la station balnéaire de Hammam Righa, dans la wilaya de Aïn Defla. Selon le site Internet de la Radio algérienne, plus de 100 milliards DA ont été mobilisés pour cet important projet de rénovation qui touchera des hôtels comme El-Aurassi, El Djazaïr, Es-Safir ainsi que 17 autres établissements hôteliers et stations thermales, situés dans le Sud du pays, notamment », a-t-il ajouté. L'opération répond à un programme visant à opérer la réhabilitation d'anciens

établissements dont la réputation a dépassé, parfois, les frontières nationales, dira M. Bounafaâ, avant de préciser que l'objectif du groupe « hôtellerie, tourisme et thermalisme » est axé sur la modernisation des stations thermales afin de les mettre aux normes internationales. Il a ensuite abordé le cas de la station thermale de Hammam Righa, en annonçant qu'une enveloppe de près de 4 milliards DA, lui a été allouée pour sa rénovation « afin de lui permettre de jouer un plus grand rôle en matière de tourisme climatique et développement local ».

Implantée sur le mont Zaccar, à quelques 100 km, à l'ouest de la capitale, la station est célèbre pour la qualité de son eau. Inaugurée en 1976, la station thermale de Hammam Righa, n'a connu depuis cette date aucune opération de réhabilitation, rappelle-t-on. Il y a lieu de rappeler que 20 établissements hôteliers de la wilaya d'Alger, relevant du secteur public, font actuellement l'objet d'importants travaux de réhabilitation en vue de les adapter aux normes internationales et assurer des prestations de qualité aux touristes, a déclaré à la presse dernièrement M. Salah Benakmoum, directeur du tourisme de la wilaya d'Alger. Dans ce contexte, il a cité en exemple les entreprises de gestion touristique et hôtelière de Zéralda et de Sidi Fredj, le centre de thalassothérapie ainsi que l'entreprise de gestion touristique du Centre, qui ont entamé l'année dernière d'importants travaux de rénovation et de développement de leurs structures. Le responsable du secteur du tourisme de la wilaya a assuré que les travaux de réhabilitation qui dureront quelque 24 mois, permettront aux hôtels de Sidi Fredj, Zéralda et au centre de thalassothérapie d'ouvrir leurs portes et de renouer avec leurs activités en 2018. M. Benakmoum a ensuite ajouté que 60 nouveaux projets ont également été lancés pour renforcer le parc hôtelier et augmenter ses capacités d'accueil de 12.000 lits

supplémentaires, permettant d'offrir des opportunités d'emploi à 8000 nouveaux travailleurs. D'autre part, ces opérations de modernisation du secteur du tourisme s'inscrivent dans le cadre des démarches des pouvoirs publics visant à faire du tourisme une source appréciable de revenus et un moyen de promouvoir concrètement la destination Algérie. Avec 182 hôtels, le parc hôtelier de la capitale dispose d'une capacité d'accueil de 20.000 lits et emploie quelque 9000 personnes, rappelle-t-on.

Lancement fin 2017 du plus grand pôle logistique dans la commune d'Ouled Rahmoune

Source : Maghreb Emergent

Le lancement des travaux du plus grand pôle logistique en Algérie, dans la commune de Ouled Rahmoune (wilaya de Constantine), est prévu pour le dernier trimestre 2017, a-t-on appris mardi du président directeur général (PDG) du groupe de transport de marchandises et de logistique (Logitrans).

S'étendant sur une assiette de 50 hectares, dans la localité d'El Guerrah précisément, 30 km au sud du chef-lieu de wilaya, cette importante plate-forme logistique à l'échelle nationale sera conforme aux standards internationaux et érigée de "manière progressive" en fonction des besoins, a indiqué Boualem Kini dans une déclaration à l'APS.

Affirmant que la construction de cette plate-forme, actuellement en phase d'étude, s'étalera, dans un premier temps, sur une superficie de 150 000 m², M. Kini a également fait savoir que celle-ci comptera une zone sous-douane, un parking pour les véhicules et les semi-remorques, un autre pour les conteneurs, alors

que le reste sera attribué aux activités de groupage, dégroupage et de stockage des marchandises.

Selon le PDG du groupe Logitrans, le choix d'implanter une plate-forme logistique à Constantine est dicté par le fait que cette wilaya représente "l'épicentre" de quatre ports, à savoir Jijel, Bejaia, Annaba et Skikda, constituant, détaille-t-il, un "vrai bassin" sur le plan économique pour ces ports, dans la perspective de prolonger l'exploitation des zones extra-portuaires et des espaces sous douane.

Mettant l'accent sur l'importance accordée à la réalisation de ce projet, classé "prioritaire", le même responsable a souligné que cette plate-forme, dotée de panneaux photovoltaïques, permettra de "réduire le coût logistique", de maîtriser le flux des marchandises en faisant office de "régulateur" pour les industriels, de "lutter contre le marché informel" et favorisera une meilleure traçabilité financière et sanitaire.

M. Kini a également assuré que cette plate-forme générera, dans un premier temps, un minimum de 150 à 200 emplois directs et environ 1000 emplois indirects, d'autant qu'au début, 150 000 m² seulement de la superficie de cette plate-forme logistique sera exploitée, dont 50 000 m² seront consacrés à la construction de dix modules (hangars).

Évaluant la durée des travaux de ces premières réalisations entre 18 et 24 mois, cette même source a ajouté que cette assiette sera, au fur et à mesure, investie par plusieurs filières de Logitrans, comme celles spécialisées dans le transport et le transit, rappelant que les filières du groupe sont organisées suivant une "logique de synergie" qui fait la force de ce groupe.

Le PDG du groupe de transport de marchandises et de logistique a, en outre, évoqué la réalisation "à court terme", de trois autres plates-formes logistiques à Oued Smar (Alger), Oran et Sétif, d'une superficie respective de 12 000 m², 25 000 m² et 30 000 m².

[Un laboratoire national d'analyse des produits du miel en perspective](#)

Source : Algérie Eco

Le Centre de recherches techniques et scientifiques en analyses physico-chimiques (Crapc) organise en collaboration avec l'Association nationale des apiculteurs professionnels algériens (Anap), des Journées de formation sur la Melissopalynologie appliquée au contexte Méditerranéen, du 6 au 9 mars, en son siège à Bou-Ismaïl, dans la wilaya de Tipaza.

Selon Mme Hafida Hadjar, Chef du Département relations extérieures et valorisation des résultats de la recherche, qui chapeaute cette action, « la Melissopalynologie ou l'étude pollinique du miel, s'intéresse à l'analyse du pollen se trouvant dans le miel ou celui récolté par les abeilles, elle permet outre l'analyse physico-chimique et les tests organoleptiques du miel, l'identification de l'origine florale mais aussi géographique du miel, ce qui différenciera le vrai miel du miel frauduleux »,

En précisant que « le Crapc et l'Anap ambitionnent, et en collaboration avec d'autres partenaires, de mettre en place un laboratoire national d'analyse des produits du miel, au Crapc au sein de l'un de ses Plateaux techniques (Ptapc), visant de promouvoir le développement durable de l'apiculture nationale, de susciter une industrialisation des produits du miel dans

le respect des normes recommandées, et, enfin, créer un Atlas pollinique algérien ».

« Ces cours sont programmés, tient-elle à indiquer, par la Fédération des apiculteurs de la Méditerranée (FedApimed), avec le soutien du Département of agriculture, forest and food sciences (Disafa) de l'Université de Turin en Italie, et du Fonds pour la coopération décentralisée locale et le développement humain durable (Felcos Umbria) », ajoutant que « le programme en question rentre dans le cadre des activités du « Mediterranean CooBEERation », le réseau méditerranéen de coopération pour l'apiculture, la sécurité alimentaire et la biodiversité, financé par l'Union européenne ».

Théorie et expérimentation au menu

Les deux formatrices sont le Pr Paola Ferrazzi et le Dr Monica Vercelli, du Département Difasa d'Italie, qui auront à dispenser des cours à une trentaine de cadres venus de différents Instituts (Cacq, Itelv, Inraa...), et des universitaires venus de l'ensemble du territoire national.

Au programme de ces quatre journées, deux communications « Melissopalynologie: rudiments et significations de l'analyse melissopalynologique des miels », et « Origine florale et géographique des miels ».

En outre, il est prévu une visite sur le terrain afin d'examiner plusieurs tâches expérimentales : « L'activité de l'abeille sur les plantes méditerranéennes. », « La récolte et classification de plantes visitées par les abeilles en vue de préparer des lames de référence de pollen », « La préparation de lames de référence à partir des grains de pollen des plantes récoltées », « Analyse des lames de pollen », « Préparation des échantillons de

miels méditerranéens pour l'analyse melissopalynologique », et « Analyse qualitative et quantitative des miels méditerranéens sélectionnés ».

A souligner que cette formation a été précédée les 1er et 2 du même mois par des cours d'initiation avec l'assistance de deux formatrices de Boumerdès et de Djelfa, laquelle formation a été « le fruit d'un lien tissé par le biais de l'un des membres du Ptapc de Béjaïa rattaché au CRAPC, lui même apiculteur », a déclaré, en substance, Mme Hadjar.

COMMERCE

[Gomi diversifie ses activités](#)

Source : L'Econews

Le groupement de l'ouest en maintenance industrielle (GOMI) compte élargir son domaine d'activité en procédant au revêtement et fabrication des implants orthopédiques.

Après la spécialisation dans la maintenance industrielle pour les bras de chargement des produits d'hydrocarbures, le groupe GOMI verse dans la diversification de ses activités, en lançant au cours de cette année des investissements dans la maintenance des camions anti-incendie. Il compte également investir le matériel médical. Selon son directeur général, Habib Ghaffor, « nous comptons lancer à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine dans le traitement des surfaces des produits orthopédiques ». Plus confiant encore, M Ghaffor se dit « capable de produire intégralement des prothèses orthopédiques localement ».

Lors d'une journée technique autour des activités de maintenance industrielle pour les secteurs des

hydrocarbures, de l'énergie, de l'aérospatial et le biomédical orthopédique, organisée aujourd'hui par le groupe à Alger, le dg de Gomi a affirmé que ces produits seront "certifiés par des organismes internationaux pour des normes standards". L'intérêt pour ce genre de produits revient à " la forte demande du marché national et régional" a expliqué le directeur général du groupe lors de cette conférence.

Toujours dans le court terme, le groupe prévoit de produire des équipements de sécurités pour les camions anti-incendie. «Il y a un fabricant dans la région de l'Ouest qui va nous fournir des camions à chassés nus et nous allons les équiper avec de matériel de sécurité » a relevé le dg de Gomi.

En effet, la technique de revêtement des surfaces métalliques permet la protection de matériel et augmenter sa durée de vie. «C'est une technologie que nous maîtrisons depuis plus de vingt ans » a assuré le même responsable. Une expérience qui a permis à la société d'avoir la confiance de la compagnie aérienne Air Algérie pour la maintenance des trains atterrissages de ses avions.

Toutefois, l'entreprise est aujourd'hui la seule société algérienne qui a les capacités et le savoir-faire dans la maintenance des équipements parapétroliers portuaires. GOMI est présente au niveau des ports pétroliers de Skikda, Béjaïa, Arzew, et ce, dans le but d'assurer la maintenance et la rénovation des bras de chargements en GNL ou GPL.

Cependant, après plusieurs présentations sur les produits et perspectives du groupe, le Dg a expliqué que l'objectif de son entreprise est de procurer des parts sur le marché africain. «Nous avons des contacts et nous

allons concrétiser des partenariats dans certains pays d'Afrique», a-t-il assuré.

REGIONS

Grands projets de l'eau : La soif de réussir

Source : El Moudjahid

Les projets vont dans le sens de l'amélioration et de la sécurisation de la dotation, sachant que le projet structurant des grands transferts, au-delà du volet inhérent à l'hydroagricole, avec l'irrigation de plus de 36.000 hectares, consacrera aussi une part importante à l'alimentation en eau potable.

«Le grand projet du siècle», comme on se plaît à le qualifier ici, permettra de transférer chaque année à partir des barrages d' Erraguene, dans la wilaya de Jijel, et Ighil Emda, dans celle de Béjaïa, un volume de 313 millions de m3, avec des apports en eau potable pour 1.500.000 habitants dans 28 communes. Une stratégie qui ne s'arrête pas là, sachant que 6 autres communes, Aïn Legradj, Beni Chebana, Beni Mohli, Beni Ourtilène, Harbil et Guenzet, implantées dans la zone montagneuse du nord de la wilaya, seront raccordées au barrage de Tichy-Haf. Parmi les autres grands projets, figure aussi celui de la rénovation de la chaîne d'adduction du couloir Oued El-Bered ,Tizin Bechar, Amouchas, Ouricia et Sétif, à partir de la source d'Oued El- Bered. Un système qui ne mobilisait pas plus de 260 litres/seconde au vu de sa vétusté avancée et des fuites de 50% au moins constatées sur ce captage. Ce grand projet mis en service récemment permet, aujourd'hui, la mobilisation de 450 litres/seconde, soit un gain de plus de 16.500 m3/jour. Par ailleurs, le renforcement de l'alimentation de la zone sud de la wilaya à partir des champs captant de Kherzet-Youcef et Chaâba El-Hamra, mobilisant un débit de plus de 400 litres/seconde pour

approvisionner les communes d'Aïn Azel, Aïn Lahdjar, Bir Hadada, Beida Bordj, Hamma, Boutaleb, Rasfa et Salah-Bey, de même que les agglomérations secondaires se trouvant sur cet itinéraire, s'inscrit dans cette même optique. Par ailleurs, la réalisation tant attendue du projet d'«El-Ma Labiedh», au cœur des zones montagneuses de Babor et Serdj El-Ghoul, mis en service récemment avec des apports de 3.400 m3/jour, s'inscrit de plain-pied dans la dynamique engagée dans cette wilaya. Ainsi, avec Bougaâ et Beni Oussine, qui seront alimentées à partir du barrage d'Aïn Zada, de nombreuses autres communes le seront à partir de ces différents systèmes de production, dans une wilaya qui compte aujourd'hui 218 forages mobilisant un débit de 97.632 m3/jour et 69 puits pour une capacité de 29.000 m3. De grands projets auxquels viendra s'ajouter le chantier avancé de réhabilitation du système AEP de la ville de Sétif.

Pari lancé à Batna pour l'exportation de la pomme locale d'ici deux ans

Source : Maghreb Emergent

Des producteurs de pomme de la région d'Ichemoul, wilaya de Batna, ont unanimement mis l'accent mardi sur l'excellente qualité de la pomme locale et lancé le pari pour l'exportation de ce fruit d'ici deux ans après la couverture des besoins du marché national.

Lors d'une journée d'étude sur les retombées économiques "négatives" pour la filière de l'importation de pomme, organisée par l'association des pomiculteurs de la région, les intervenants ont souligné l'importance de cette arboriculture fruitière qui a connu dans la région un développement considérable ces dernières années grâce au soutien public.

Dans la seule localité de Tibikaouine dans la commune de Foug Ettoub, 30.000 pommiers sont exploités avec un rendement annuel de 100.000 quintaux, a indiqué le président de l'association agricole, Ahmed Benbellat, dont le verger compte 4.000 pommiers.

Après l'interdiction par les pouvoirs publics de l'importation de la pomme, les efforts seront dirigés vers le développement de la filière pour parvenir à l'autosuffisance puis l'exportation.

Les pomiculteurs intervenant lors de la rencontre ont évoqué le problème de commercialisation et de la concurrence imposée par la pomme importée. D'autres ont soulevé la préoccupation liée à l'eau d'irrigation, nécessaire pour l'expansion de leurs vergers, ainsi qu'aux chambres froides pour la conservation de la récolte.

Le directeur des services agricoles, Kamel Eddine Benseghir, a indiqué à l'occasion que la wilaya de Batna a occupé la troisième position à l'échelle nationale en terme de valeur de production agricole et la première place en terme de production de pomme avec 900.000 quintaux la saison passée récoltés sur 4.400 hectares.

Des communications techniques sur cette arboriculture fruitière depuis la sélection des plants à la conservation du fruit ont été présentées durant la rencontre qui a réuni un grand nombre de producteurs locaux.

Le directeur régional du commerce de la région de Batna, Brahim Khedhiri, a souligné la stratégie nationale orientée vers la régulation des importations, la préférence accordée à la production nationale notamment agricole et l'encouragement des exportations hors hydrocarbures.

Réaménagement du square Port-Saïd à Alger: les travaux vont bon train

Source : APS

Les travaux de réaménagement du square Port-Saïd, entamés par les services de la wilaya d'Alger il y a plus de deux mois, vont bon train pour redonner à cette place emblématique d'El-Mahroussa son lustre d'antan.

Le projet de réaménagement du square Port-Saïd qui sera réceptionné en juin 2017 s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de la wilaya d'Alger (2015-2035), a précisé le président de l'Assemblée populaire de la commune (APC) d'Alger centre, Abdelhakim Bettache, ajoutant que l'objectif est de réhabiliter cette place située en contrebas de la Casbah et contiguë au Théâtre national algérien (TNA) et au célèbre café "Tantonville".

Les travaux de réaménagement, auxquels une enveloppe de 80 millions de dinars a été allouée, vont bon train, a-t-il dit, ajoutant qu'ils permettront à cette place emblématique d'El-Mahroussa de retrouver son lustre d'antan, d'autant que le bureau d'étude en charge de l'opération s'est référé au plan initial du site à partir des archives de la ville, a-t-il précisé.

La préservation du Kiosque à musique, un des éléments phares du square, participe de cette démarche, a-t-il souligné.

L'installation, en coordination avec le TNA, de quatre statues à l'effigie de figures culturelles et artistiques algériennes, entre également dans ce cadre.

La proximité du TNA de cette place est un atout dont il importe de tenir compte, a-t-il affirmé. Ce lieu historique et symbolique doit devenir la vitrine des

places publiques algéroises, notamment en offrant des prestations de qualité, a-t-il dit.

Le même responsable a promis que l'endroit sera "un espace propre et sécurisé pour le divertissement et les loisirs" sans magasins ni kiosques hormis une librairie de vieux livres et des bancs. Les toilettes publiques seront également réhabilitées en bas et dix postes d'emploi seront créés pour le gardiennage et l'entretien de la place.

Le square "Port Saïd" a une place particulière dans la capitale de par son symbole de mémoire, d'histoire et de culture qu'il convient de préserver en tant que secteur classé de la Casbah.

Les jardins et places publiques étaient gérés auparavant par l'Entreprise d'entretien des espaces verts "Edeval" dépendant de la wilaya d'Alger, a indiqué le même responsable, relevant que leur gestion a été confiée il y a trois ans, sur une instruction du wali, à la commune d'Alger Centre qui a procédé à la création d'entreprises publiques à caractère économique et commerciale chargées de la gestion de ces espaces.

La commune d'Alger Centre gère les jardins Sofia, Khemisti, Beyrouth et Tifarti qui connaissent tous une importante affluence depuis leur ouverture le 5 juillet par le wali d'Alger, ajoute la même source.

La commune a également entrepris plusieurs projets importants s'inscrivant dans le cadre du Plan Stratégique de modernisation de la capitale et portent notamment sur l'aménagement des rues principales, la restauration du vieux bâti ainsi que l'enlèvement des antennes paraboliques et climatiseurs des façades des immeubles.

A ce titre, l'opération de restauration des bâtiments se poursuit au niveau de la rue Tanger, où une première enveloppe de 1.5 milliard Da a été accordée aux services de la direction d'aménagement et de restructuration des quartiers de la wilayas d'Alger afin de redonner vie à ce quartier et le changer en espace piéton et une destination encourageant le tourisme et les différents métiers de l'artisanat, indique le même responsable.

Sud-est: plus de 345 tonnes de poissons d'eau douce produits en 2016

Source : APS

La production de poissons d'eau douce d'aquaculture et de pisciculture a atteint 345,31 tonnes en 2016 dans le Sud-est du pays, a-t-on appris mardi auprès de la Direction de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH) à Ouargla.

Cette production, qui concerne différentes espèces de poisson, telles que le Tilapia du Nil, le Tilapia rouge et le Silure (poisson-chat), a été réalisée dans diverses fermes aquacoles et exploitations agricoles à travers les wilayas d'Ouargla, Biskra, El-Oued, Illizi, Ghardaïa et Laghouat, a précisé Smail Benmoussa, chef de service à la DPRH.

La région Sud-est du pays compte actuellement près de 500 sites réservés à la pisciculture artisanale, dont des bassins d'irrigation agricole exploités au titre de l'aquaculture intégrée dans l'agriculture, considérée comme un système qui permet de partager les ressources en eaux pour enrichir les terres agricoles sous formes d'engrais, dont les déchets des poissons, riches en produits organiques (azote, phosphore et potassium), sont une source d'alimentation pour les plantes, a-t-il expliqué.

Selon le même responsable, plusieurs agriculteurs activant dans ces wilayas ont bénéficié, ces dernières années, de session de formation et d'actions de sensibilisation avec le concours de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture (CIWPA) et l'antenne locale du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA), pour améliorer leurs connaissances techniques dans le domaine de l'aquaculture intégrée dans l'agriculture.

Concernant la pêche continentale pratiquée au barrage de Foug El-Ghorza (Biskra), au titre de contrats de concession accordés aux investisseurs, la production d'espèces de poissons, surtout la Carpe (argentée, royale et grande bouche), a atteint les 6.6 tonnes, a ajouté M. Benmoussa, en signalant que les efforts sont déployés pour encourager et développer cette filière aquacole dans la région.

Pour la pêche récréative au niveau du barrage de Manbaâ El-Ghozlane (Biskra), la DPRH a fait état, pour la même période, d'une production estimée à 1,69 tonne, a-t-il aussi fait savoir.

La région Sud-est du pays recèle d'énormes potentialités susceptibles de promouvoir l'aquaculture appelée à jouer un rôle socioéconomique important, surtout en matière de création de richesse et d'emplois, en plus de diversifier les revenus des agriculteurs, estime le même responsable.